

# Droite et extrême droite s'affrontent au sein du gouvernement autrichien pour le contrôle des services de renseignements

- Les services de renseignements autrichiens pris en main par des ministres d'extrême droite, ont été mis au ban par leurs homologues européens.
- Les révélations sur les contacts entre l'auteur des massacres de Christchurch et le groupuscule des « Identitaires » autrichiens qui, à leur tour, avaient leurs entrées au sein du FPÖ (l'extrême droite), ont secoué le gouvernement.

Par Danny Leder

Le gouvernement autrichien actuel, une coalition entre la droite conservatrice (ÖVP) et l'extrême-droite (FPÖ), a accédé au pouvoir en Décembre 2017. Ce gouvernement est dirigé par le jeune chancelier conservateur Sebastian Kurz (32 ans). Durant sa campagne électorale Kurz s'était accaparé des thématiques portées jusqu'alors par le FPÖ, c'est-à-dire l'arrêt de l'immigration et un contrôle accru de l'Islam, devenue deuxième religion en Autriche.

A l'issue du scrutin de 2017 que le ÖVP avait remporté avec 31,5 pourcent des voix, Kurz choisit de s'allier avec le FPÖ (26 pourcent des voix). Le chef de file du FPÖ Heinz-Christian Strache, accéda au poste de vice-chancelier. Mais surtout, deux ministères régaliens, ceux de l'intérieur et de la défense, furent attribués à des membres du FPÖ. Ce qui signifiait que les principaux services de sécurité autrichiens (à la fois la surveillance intérieure et le contre-espionnage) allaient dorénavant fonctionner sous la tutelle de ministres issus de l'extrême droite.

Plusieurs services de sécurité occidentaux ont entretemps gelé leurs contacts avec leurs homologues autrichiens. Par ailleurs, les représentants autrichiens ne sont plus les bienvenus dans le "Club de Berne", une instance réunissant les chefs des services du renseignement intérieur de trente états européens.

Cette mise-à-l'écart a été déclenchée en premier lieu pour parer à la proximité affichée du FPÖ avec les autorités russes. Le FPÖ est lié par un « accord d'amitié » avec le parti de Vladimir Poutine, « Russie unie ». Mais le FPÖ a toujours refusé de donner des précisions sur la nature des activités induites par cet accord, se limitant à de vagues remarques sur des « échanges entre délégations ».

## **Britanniques et Néerlandais en première ligne**

Ce sont les services britanniques et néerlandais qui avaient pris l'initiative d'isoler les Autrichiens, suspectés de connivence avec les services russes. L'engagement britannique faisait écho à l'affaire « Skripal », du nom d'un ex-agent russe et de sa fille, réfugiés en Angleterre et victimes d'une tentative d'empoisonnement en Mars 2018. Les Néerlandais agissaient notamment en mémoire de leurs 190 compatriotes qui avaient périés en Juillet 2014 lorsqu'un avion de ligne avait été abattu au-dessus de la région d'Ukraine tenue par les séparatistes pro-russes.

En deuxième lieu, ce contournement des services autrichiens concernait l'échange d'informations par rapport aux menaces sécuritaires en provenance de l'ultra-droite. La méfiance à ce sujet à l'encontre des Autrichiens avait été accentuée par les agissements de Herbert Kickl, l'actuel ministre de l'intérieur.

Kickl avait tout au long de sa carrière au sein du FPÖ conçu les discours les plus violents à l'encontre des immigrés en général et des musulmans en particulier, en y ajoutant, par le passé, quelques sous-entendus anti-juifs. Trois mois après son arrivée à la tête du ministère de l'intérieur, il enclencha un coup de force au sein de son administration comme l'Autriche n'en avait pas connu depuis l'instauration de sa république d'après-guerre.

### **A l'assaut de l'Anti-terrorisme**

Le 28 Février 2018 une section de policiers, masqués et armes de service dégainées, prit d'assaut les bureaux du BVT - "*Bundesamt für Verfassungsschutz und Terrorismus-Bekämpfung*" (Office fédéral de la protection de la constitution et de la lutte contre le terrorisme). Le même scénario se répétait lors d'intrusions dans les logements privés de plusieurs fonctionnaires du BVT. Le BVT était jusqu'alors dirigé par des fonctionnaires issus des rangs du ÖVP qui échappaient au contrôle direct de Kickl.

Il s'agissait de perquisitions sur décision du procureur, mais elles n'étaient pas effectuées comme à l'accoutumée en présence d'officiers de la police judiciaire, mais par une brigade spécialisée dans la « lutte contre la délinquance de rue » (*Straßenkriminalität* – l'équivalent de la BAC en France). A la tête de cette brigade se trouvait un officier lié au FPÖ.

La perquisition faisait suite à une plainte déposée par un fonctionnaire du ministère de l'intérieur, également membre du FPÖ. Celui-ci accusait les responsables du BVT d'abus d'autorité et de corruption. Dans ces affaires aussi obscures que rocambolesques s'entrechoquaient des reproches (à l'encontre de service de renseignements autrichiens) émanant de l'ambassade de Corée du Nord à Vienne et d'un avocat agissant pour le compte du régime du Kazakhstan. Le tout amalgamé à des révélations sur des prétendues parties fines entre fonctionnaires.

Le public autrichien n'arrivait pas à suivre les fils entremêlés de cette affaire, et c'était bien là le but de la manœuvre. Néanmoins, la cour d'appel de Vienne finit par invalider les perquisitions.

### **L'observation de l'ultra-droite anéantie**

Mais le mal était fait. Des policiers liés au FPÖ avaient emporté les précieux fichiers qui renseignaient sur l'infiltration policière des milieux de l'ultra-droite, et sur les activités des agents d'influences russes en Autriche.

Bien que les accusations portées contre les fonctionnaires membres du ÖVP aient été classées sans suite, la plupart ont entretemps cédé aux pressions de Kickl et choisi de changer d'affectation. Le ministre d'extrême droite a donc réussi à expurger le principal service de sécurité autrichien des fonctionnaires respectueux de la constitution antifasciste autrichienne et de les remplacer par des affidés.

L'affaire de la mainmise de l'extrême-droite sur les services de renseignement autrichiens connut un spectaculaire rebondissement suite aux attentats perpétrés Nouvelle Zélande. Le terroriste d'ultra-droite qui commit les massacres dans les mosquées de Christchurch était en lien avec les groupuscules des « Identitaires » en France et en Autriche. Ces derniers disposaient à leur tour de contacts multiples au sein du FPÖ, même si sous l'impact des dernières révélations, les dirigeants du FPÖ ont dû prendre quelques distances vis-à-vis des « Identitaires ».

### **Mise en garde d'Angela Merkel**

C'est à l'occasion de ces révélations que des représentants des conservateurs allemands (CDU) prirent à leur tour publiquement position en faveur d'un boycott des services du renseignement autrichiens, et que des médias mentionnèrent pour la première fois des mises-en-garde de la chancelière allemande Angela Merkel à l'encontre de Herbert Kickl.

En Autriche, l'affaire provoqua la première épreuve de force publique entre les deux partis gouvernementaux. Le chancelier Kurz exigea du FPÖ une prise de distance claire et immédiate par rapport aux « Identitaires ». Il s'agissait d'une réaction tardive et quelque peu hypocrite du chancelier, au vu des antécédents du FPÖ et du coup de force du ministre de l'intérieur face auquel Kurz avait à peine réagi. Tandis que ces derniers soubresauts autour de Kickl arrivèrent juste à temps pour permettre à Kurz de se démarquer quelque peu de son allié gouvernemental en vue des élections européennes.

Pour l'instant, Kurz est sorti vainqueur de cette épreuve. Il a fait plier le vice-chancelier et leader du FPÖ Heinz-Christian Strache. Celui-ci a du publiquement obliger les instances de son parti à couper tout contact avec les « Identitaires ». Mais cela ne s'est pas passé sans remous au sein du FPÖ. Une partie importante des responsables et militants du FPÖ partagent le discours des « Identitaires » et observent leur activisme anti-immigré avec bienveillance.

Au niveau des réseaux sociaux, des sites proches du FPÖ ont fait feu de tout bois, à la fois contre Strache, perçu comme « traître », et contre le chancelier Kurz. Aux yeux de la facho-sphère autrichienne et allemande, Kurz passe pour un « exécutant à la solde de (George) Soros ». Dans l'univers complotiste de plusieurs courants nationalistes, Soros, financier américain d'origine hongroise et mécène de mouvements de droits de l'homme en Europe de l'est, fait figure de grand « ordonnateur juif » de l'immigration musulmane.

## **Kurz contre Orban**

Mais pour Kurz, le fait d'être assimilé à Soros par la facho-sphère, n'est pas un inconvénient. Le chancelier conservateur avait déjà annoncé qu'il allait accueillir à Vienne « l'Université de l'Europe centrale » impulsée par Soros. Cette institution prestigieuse avait été fondée à Budapest avant d'être contraint à l'exil par l'incessante pression du régime de Victor Orban.

Kurz espère ainsi regagner une partie de sa respectabilité démocratique et européenne entamée suite à son alliance avec le FPÖ. La prise de distance face à Orban permet à Kurz aussi de tracer une ligne de démarcation entre ses propres choix politiques et les positions nettement plus droitières, nationalistes et autoritaires des gouvernements actuels en Hongrie et Pologne, vers lesquelles le FPÖ rêve, plus ou moins secrètement, d'entraîner le pouvoir autrichien.

Il s'agit également de la prolongation de la démarche de Kurz en matière de politique mémorielle : ainsi le chancelier conservateur a multiplié, au-delà des paroles convenus, les discours et initiatives de contrition concernant le passé nazi de l'Autriche. Sur ce chemin de la repentance Kurz a été accompagné par son vice chancelier, Heinz-Christian Strache. Le leader du FPÖ plaide de son côté sa conversion, tardive, à la lutte contre l'antisémitisme. Une lutte qu'il assimile dans sa version actuelle principalement à la défense contre l'Islamisme.

Bien sûr, les efforts mémoriels du gouvernement autrichiens ne sont pas dénués d'arrière-pensées : là encore, Kurz espère que ces déclarations sur le passé nazi désamorceront les critiques à l'encontre du durcissement de sa politique en matière d'immigration.

En attendant, le conflit autour des services de renseignements a mis en exergue un affrontement potentiellement dévastateur dans les rouages de l'administration autrichienne. Sebastian Kurz a bien signifié sa volonté de regagner le contrôle des services de l'antiterrorisme et du contre-espionnage autrichiens. Ces services auront dorénavant l'obligation de rendre directement compte à la chancellerie, donc à Kurz. Mais cela n'entrave pas réellement la mainmise qu'exercent les deux ministres d'extrême droite, celui de l'intérieur et de la défense, sur ces deux services primordiaux au sein de l'état autrichien.